



**Lever le voile sur un climat délétère :  
la suppression de la liberté de parole sur la question palestinienne au Canada**

**Résumé**

En examinant principalement le contexte canadien, le présent rapport vise à mettre en lumière la vague de suppression de la liberté de parole qui déferle sur l'Amérique du Nord et certaines parties de l'Europe en ce qui a trait à la question palestinienne. Il documente les effets des représailles, du harcèlement et de l'intimidation à l'endroit d'activistes, de professeur·e·s, d'étudiant·e·s et d'organismes qui mènent des travaux universitaires et des activités militantes en solidarité avec la lutte pour la reconnaissance des droits de la personne des Palestiniens et des Palestiniennes. On peut établir un lien entre ces attaques et les efforts déployés par des groupes de pression pro-Israéliens pour promouvoir la définition de travail de l'antisémitisme mise de l'avant par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), un document fortement critiqué par les défenseur·e·s de la liberté académique et des droits des Palestiniens et des Palestiniennes. Bien que les partisan·e·s de cette définition prétendent qu'elle ne menace pas la liberté d'expression et n'empêche pas la critique des politiques israéliennes, les conclusions du présent rapport montrent que ces droits fondamentaux sont déjà menacés et pourraient l'être encore plus si la définition de l'IHRA devait être largement adoptée.

Ce rapport comporte deux dimensions. D'une part, la quantité et la qualité des renseignements présentés ici sont sans précédent et témoignent de l'inquiétante prévalence du

harcèlement et de la suppression de la liberté de parole sur les campus et dans la société civile au Canada en ce qui a trait à la question palestinienne. D'autre part, le rapport dépasse la simple documentation des incidents de répression et applique une méthodologie ethnographique pour analyser le prétendu « effet paralysant » et son impact sur la prise de décisions à l'échelle gouvernementale, institutionnelle et individuelle. Ce projet de recherche se situe fermement dans le domaine de l'enquête qualitative critique, laquelle place la recherche qualitative au service de la justice sociale, notamment en rendant le fruit de ladite recherche disponible à des fins d'éducation du public, de formulation de politiques publiques et de transformation du discours public. Notre enquête est aussi orientée par les méthodologies décolonisatrices de la recherche en science sociale, lesquelles cherchent à contester les institutions – universitaires ou autres – qui priorisent les formes coloniales de production du savoir et maintiennent des engagements institutionnels nuisant à l'autodétermination autochtone. Finalement, nous appliquons les directives proposées par les méthodologies de recherche queers, féministes et antiracistes, qui nous exhortent à considérer comment nos positions particulières au sein de hiérarchies sociales liées à la race, à la classe sociale, à la sexualité et à la citoyenneté conditionnent nos expériences.

En tout, les chercheurs ont recueilli 77 témoignages auprès de 40 membres du corps professoral, de 23 étudiant·e·s, de sept activistes et de sept représentant·e·s d'organismes. Les témoignages ont été recueillis auprès de participant·e·s en Ontario, au Manitoba, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Alberta. Les personnes répondantes en milieu universitaire représentent 11 disciplines réparties dans 21 universités canadiennes.

Les personnes interviewées ont évoqué diverses expériences, dont de l'interférence politique dans des processus d'embauche, des tentatives d'empêcher l'accès aux lieux prévus pour des événements et des tentatives d'annulation d'événements sur la question

palestinienne, des attaques personnelles et des incidents de « doxxing », dont l'inclusion de 128 universitaires et activistes canadien·ne·s sur le site web de Canary Mission, une organisation qui prétend documenter « les individus et organismes qui font la promotion de la haine des États-Unis, d'Israël et des Juifs sur les campus nord-américains ». Des militant·e·s étudiant·e·s ont subi des menaces de violence ainsi que de véritables actes de violence, souvent à caractère racial et sexuel, y compris des menaces de violence sexuelle. Des étudiant·e·s ont reçu des avertissements et des mesures disciplinaires de la part d'administrations universitaires, que les personnes répondantes ont souvent décrites comme hostiles aux activités de solidarité avec la Palestine sur les campus. Les membres du corps professoral signalent des restrictions à leur liberté académique, de l'autocensure sur la question des droits de la personne des Palestiniens et des Palestiniennes, un traitement discriminatoire de la part de plateformes d'édition universitaires, du harcèlement de la part de groupes de pression et de médias pro-israéliens, des attaques de la part de collègues, de l'interférence politique de la part des administrations universitaires, de la surveillance en classe par des groupes étudiants pro-israéliens et du racisme anti-Palestinien et anti-Arabe. Dans les faits, la suppression de la liberté de parole sur la question palestinienne entraîne d'importantes conséquences dans le monde universitaire, où elle menace les principes mêmes de la liberté académique et encourage la surveillance d'intellectuel·le·s et d'activistes critiques ainsi que l'opposition aux savoirs que ces personnes produisent.

Comme le montre notre recherche, les conditions d'emploi précaires de plus de la moitié des professeur·e·s d'université au Canada, dans ce climat délétère entourant la question palestinienne, font en sorte que les professeur·e·s qui n'ont pas encore leur permanence hésitent à mener des travaux universitaires ou militants sur cette question, car iels craignent de compromettre le renouvellement de leur contrat ou de futurs débouchés professionnels, dont

l'accès aux plateformes d'éditions, lequel est essentiel à la permanence et au processus d'avancement.

Des allégations non fondées d'intentions antisémitismes et d'appui au terrorisme sont fréquemment portées contre des universitaires et des activistes propalestinien·ne·s. Il est important de remarquer que les participant·e·s palestinien·e·s, musulman·e·s et racisé·e·s non arabes semblent assumer la plus grande partie des attaques directes contre les universitaires et les activistes. Parmi les personnes interrogées, ce sont les étudiant·e·s et les membres du corps professoral d'origine palestinienne qui subissent le plus dur coup émotionnel de ce harcèlement et de cette suppression. Les activistes juifs·ves ne sont toutefois pas épargné·e·s par les attaques et sont souvent étiqueté·e·s par leurs adversaires comme des « kapos » ou des « Juifs qui se détestent ».

Nous montrons également comment les groupes de pression pro-israéliens ont été à l'avant-plan des efforts pour supprimer la liberté de parole et l'activisme sur la question palestinienne, autant sur les campus qu'à l'extérieur. Comme le soutient le politologue Ian Lustick, de l'Université de Pennsylvanie, les organisations pro-israéliennes ont constitué une force de « justice populaire » qui rend « de plus en plus difficile [le fait] de critiquer Israël sans craindre les poursuites judiciaires, les accusations d'antisémitisme, les exigences d'équilibre politique dans l'organisation d'événements, les risques pour les participant·e·s de se retrouver sur des listes noires, ou d'autres formes de harcèlement personnel ou institutionnel<sup>[1]</sup>. »

Malgré la recrudescence des attaques contre l'activisme de solidarité avec la Palestine dans les dernières années, la reconnaissance publique des graves violations des droits de la personne des Palestiniens et des Palestiniennes a beaucoup progressé. Le présent rapport indique que le climat de répression et de représailles contre la parole et l'activisme sur la question

israélo-palestinienne est omniprésent et insidieux, et devrait être considéré comme inacceptable dans une société démocratique.

---

[1] Ian Lustick, *Paradigm Lost: From Two-State Solution to One-State Reality*. University of Pennsylvania Press, 2019, p. 67.